

**Demande d'autorisation d'extension des activités de
traitement des déchets industriels**

SOLAMAT-MEREX

ZI de Fos-sur-Mer (Bouches du Rhône)



ENQUETE PUBLIQUE

**relative à la demande formulée par la société SOLAMAT-MEREX,
d'extension de l'autorisation d'exploiter des activités de traitement des
déchets industriels dangereux et non dangereux au titre des installations
classées pour la protection de l'environnement au sein de son
établissement de Fos-sur-Mer**

**Décision n° : E20000069/13 du 25 novembre 2020
de Madame la Première vice-présidente du Tribunal Administratif de Marseille
&**

**Arrêté préfectoral portant ouverture et organisation de l'enquête publique,
établi par Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône le 18 février 2021**

CONCLUSIONS MOTIVEES

1 Contexte de l'enquête publique

1.1 L'objet de l'enquête

Cette enquête publique a été prescrite par le Préfet des Bouches du Rhône le 18 février 2021 suite au dépôt le 15 janvier 2021, d'un Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE) par la société SOLAMAT-MEREX.

La demande porte sur une augmentation de la capacité de traitement de déchets industriels dangereux et non dangereux sur son site de Fos-sur-Mer qui est en fonctionnement depuis 1993. Situé au sein de la zone industrialo-portuaire, ce site est actuellement soumis à une autorisation d'exploiter arrêtée le 7 janvier 2014 par le Préfet des Bouches du Rhône.

Cette demande porte principalement sur l'autorisation d'incinérer 30 000 t /an supplémentaires afin de pouvoir atteindre les capacités autorisées pour ses autres unités à savoir la régénération de solvants et le séchage de boues. La demande porte en outre sur la création d'une aire de lavage de citernes et d'une aire de transit de terres polluées.

Le dossier présenté est le résultat d'adaptations d'un dossier déposé le 27 décembre 2016. Ces adaptations et le délai sont dus à la prise en compte des observations des services de l'Etat et aux modifications intervenus dans les réglementations, les procédures et l'organisation de l'Autorité Environnementale.

Cette enquête est liée à l'application du Code de l'Environnement, notamment ses articles L511-1 et 2, L123-3 à 15 et R123-2 à 21 dans la mesure où l'installation exploitée par SOLAMAT-MEREX peut *« présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. »*

1.2 Le déroulement de l'enquête

L'enquête a été assurée par M Jacques MICHEL, Commissaire enquêteur désigné par Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille le 25 novembre 2020.

L'enquête s'est déroulée du 23 mars 2021 au 23 avril 2021 soit durant 32 jours sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer, et aussi celle de Port-Saint-Louis-du-Rhône car située à moins de 3 km du projet.

L'Avis d'enquête a été affiché sur le site et à sa proximité ainsi qu'en mairies. Il a été publié par deux fois (les 2 et 25 mars 2021) dans deux quotidiens locaux (La Provence et La Marseillaise) et relayé par divers média locaux notamment les bulletins d'information des mairies. Chacune de ces dernières a également organisé une réunion publique d'information par les responsables du projet.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier a été mis à disposition du public de façon matérialisée « papier » consultable dans les deux mairies et de façon dématérialisée « numérique » sur un site internet dédié.

De même, le public a pu déposer ses observations sur des registres matérialisés et dématérialisés.

Le commissaire enquêteur a tenu 10 permanences réparties à égalité entre les deux lieux d'enquête avec des matins et des après-midi du lundi au vendredi.

Les conditions d'accueil du public liées à la lutte contre la pandémie COVID-19, ont été respectées grâce à la mise en place par les mairies de l'affichage des règles, de la distanciation physique, du port du masque, de la mise à disposition de gel hydroalcoolique.

Il faut noter que conformément à l'Instruction du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et à la communication d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les établissements SEVESO, certaines données considérées comme présentant une sensibilité particulière pour la sûreté ont été occultées du dossier mis à disposition du public. Toutefois, les personnes pouvaient sur demande, venir consulter le dossier intégral en Préfecture.

Il n'y a eu aucun élément ou évènement perturbant le bon déroulement de l'enquête.

1.3 La participation du public

La participation du public a été essentiellement dématérialisée et très limitée.

D'une part, il n'y eu que 3 visites pendant les permanences du Commissaire enquêteur.

D'autre part, le nombre de téléchargements du Résumé non technique a été de 70, et le dossier complet seulement de 24.

Même en considérant que les fichiers téléchargés ont pu être partagés entre proches ou membres d'une même association, la participation paraît faible relativement aux 25 000 habitants concernés par le périmètre d'enquête.

Il a été recueilli 35 observations dont près de la moitié anonymes et 5 d'associations ou de groupements. La commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a transmis une délibération avec un avis défavorable et le maire de Fos-sur Mer a fait part dans la presse d'une délibération similaire sans que cette dernière ne soit transmise au commissaire enquêteur.

Le procès-verbal de synthèse établi par le commissaire enquêteur a été remis au porteur de projet le 30 avril 2021 qui y a répondu dans un mémoire transmis le 7 mai 2021.

2 Considérations générales

Les activités de SOLAMAT-MEREX à Fos-sur-Mer s'inscrivent dans l'ensemble du processus de l'industrie chimique qui de matières premières aboutit à des produits finis utiles. Toutefois malgré les progrès des techniques industrielles, il y a des déchets plus ou moins dangereux pour lesquels un traitement est nécessaire pour la protection de l'environnement. Le site est ainsi un maillon utile de l'ensemble des processus industriels dans la protection de l'environnement.

SOLAMAT-MEREX ne traite pas tous les déchets industriels mais seulement ceux dont elle dispose des meilleures techniques actuellement disponibles. Ses activités respectent les diverses autorisations, directives et normes réglementaires sous le contrôle des diverses autorités administratives, environnementales et sanitaires concernées. Au cours des 10 dernières années, le site n'a jamais dépassé les seuils autorisés d'émissions polluantes, et aucun impact sur la santé de son personnel ou sur les milieux environnants n'a été observé.

La demande d'augmentation d'incinération de 30 000 t/an est justifiée dans la mesure où le tonnage de déchets industriels produits régionalement et devant être traités et/ou valorisés selon le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets. En effet ce plan évalue l'augmentation des tonnages de déchets dangereux à 330 000 t/an supplémentaires à l'horizon 2031 malgré une politique volontariste de retirer les déchets dangereux des ordures ménagères.

L'efficacité de ses installations et la maîtrise des procédés de traitement permet à SOLAMAT-MEREX d'avoir d'ores et déjà des niveaux d'émissions très inférieurs aux prescriptions réglementaires à laquelle elle est soumise.

L'usine est implantée au sein de la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer porteuse d'une grande dynamique industrielle pour la région. Elle est ainsi entourée de très nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement dont certaines sont des fournisseurs et qui à titres divers, émettent comme SOLAMAT-MEREX des polluants sous le contrôle des autorités.

Cette multiplicité de sites et donc de sources d'émissions, induit une inquiétude dans la population pour sa santé par le cumul des diverses émissions dans l'air ou dans l'eau. Toutefois, à ce jour aucune étude scientifique n'a montré, ni sur la zone de Fos, ni sur une autre zone similaire en Europe, un sur-impact sur la santé des employés ou des habitants. En outre, SOLAMAT-MEREX conscient de cette préoccupation sanitaire, s'est déjà engagé avec l'ensemble des partenaires privés et publics locaux dans des travaux de recherche sur ce sujet sans que l'on puisse savoir aujourd'hui quand des résultats seront disponibles.

De même, la population est préoccupée par l'augmentation du trafic poids-lourds dans la zone qui connaît un fort développement des activités logistiques, et à proximité immédiate d'entrepôts susceptibles de générer 850 poids-lourds par jour. L'augmentation du trafic liée à la demande de SOLAMAT-MEREX sera de 15 camions par jour.

L'aire projetée de transit de terres polluées permettra de stocker dans des conditions de sécurité contrôlée, de traiter de grandes quantités alors que la capacité journalière des installations est limitée et de participer à la protection des nappes phréatiques des sites pollués grâce à un enlèvement important et rapide des polluants dans l'intérêt de la collectivité.

3 Avis du commissaire enquêteur

Aussi, dans la mesure où :

- Le dossier présenté au public était complet
- L'enquête publique s'est déroulée selon la procédure et sans incident notamment l'information du public et son accès au dossier et aux registres d'observations,
- L'augmentation demandée est compatible avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets,
- L'augmentation demandée correspond à un besoin des industriels de la région ou des territoires voisins,
- L'augmentation demandée permet d'accroître la régénération de solvants et de réduire les volumes de produits dangereux mis en décharges ultimes,
- L'augmentation demandée ne porte que sur des familles de déchets industriels déjà traités sur le site,
- Les procédés sont inchangés et maîtrisés par l'exploitant,

- Le total des émissions polluantes dans l'air sont nettement inférieures aux prescriptions environnementales actuelles,
- L'étude d'impact montre que le projet ne porte pas atteinte à l'environnement de façon significative,
- L'augmentation de trafic poids-lourds est marginale relativement à l'augmentation actuelle du trafic induit par les nouvelles activités logistiques voisines,
- L'aire de lavage de citernes participe à la réduction du trafic poids lourds et assure une meilleure épuration des eaux de lavage,
- L'aire de transit de terres polluées projetée permettra de répondre à des besoins ponctuels mais prégnants et de les traiter dans de meilleures conditions,
- Les effluents aqueux doivent être tous contrôlés pour éviter des pollutions accidentelles de la nappe phréatique ou du milieu marin, notamment les effluents de l'aire de transit de terres polluées et des fosses septiques,

Je soussigné Jacques MICHEL, donne un

AVIS FAVORABLE ASSORTI DE DEUX RESERVES

à la demande d'augmentation de la capacité de traitement de déchets industriels dangereux et non dangereux sur son site de Fos-sur-Mer

Réserve 1 : l'aire de transit de terres polluées doit être étanche et tous les écoulements ainsi que les eaux de lavage de cette aire, doivent être collectés, analysés et si besoin traités avant rejet dans la darse.

Réserve 2 : les effluents des fosses septiques doivent être analysés pour s'assurer de l'absence de pollutions chimiques par des fuites de réseau ou des opérations inappropriées. La fréquence de ces analyses pourrait être d'une à quatre fois par an.

Par ailleurs, je formule **des recommandations** sur la nécessité individuelle et collective de progrès dans la réduction des émissions polluantes et tout particulièrement dans l'air.

En particulier, je recommande la poursuite des actions déjà engagées par SOLAMAT-MEREX et ses partenaires dans :

- les travaux de recherche sur les effets cumulés de polluants divers sur la population,
- la décarbonation des transports notamment avec l'opportunité de disposer d'un embranchement ferroviaire,
- la valorisation énergétique,
- l'amélioration continue des procédés et des compétences.

Fait à Allauch le 21 mai 2021



Jacques MICHEL

Commissaire enquêteur